

La tentation autoritaire

Rien ne va plus dans le casino libéral.

Les politiques menées depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron ne produisent aucun des résultats attendus.

Par contre la contestation s'amplifie, des convergences cheminent.

Le président, convaincu du bien fondé de sa politique veut passer en force. Au risque de perdre tout crédit démocratique...

Emmanuel Macron est habité par une mission : faire place nette au marché censé répondre aux besoins d'adaptation de la société Française, pour « entrer dans la modernité » selon ses propres termes.

Pour cela ses réformes s'attaquent à tout ce qui fait obstacle à la « libre circulation des capitaux » et à leur rentabilité maximum.

Haro sur le modèle social Français

Le modèle social Français construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale, autour d'un compromis entre les exigences du capital et les revendications sociales doit disparaître !

D'où les lois Travail pour réduire la résistance des syndicats et des salariés et faciliter les licenciements, les mesures de suppression de cotisations salariales et patronales pour affaiblir la Sécurité Sociale et préparer la privatisation de la protection sociale, les privatisations de la SNCF, des barrages hydrauliques, des aéroports de Toulouse, de Nice, de Lyon et maintenant de Paris, de la Française des jeux, autant d'entreprises génératrices de dividendes conséquents.

Les seules concessions au monde du travail sont faites en épargnant les employeurs et en augmentant la fiscalité des retraités avec la hausse de la CSG et le blocage des pensions.

A l'inverse les cadeaux sont généreusement accordés aux très riches détenteurs de capital : suppression de l'ISF, réduction de l'impôt sur les revenus du capital, exonérations de toutes sortes et affaiblissement des moyens de contrôle de l'évasion fiscale qui bat des records.

Problème : les résultats se font attendre

Les « réformes structurelles » du président devaient redresser l'économie du pays, relancer l'emploi, réduire la dette et équilibrer la balance commerciale de la France.

Rien de tout cela ne se produit au bout de près de deux ans de « révolution macronienne ».

Et la colère grandit dans le pays

Le mouvement des gilets jaunes, après de nombreuses luttes dans les entreprises du pays et des manifestations inédites des retraités, a consacré le rejet massif des politiques conduites depuis l'arrivée de ce « jeune président qui allait tout changer ».

Malgré la répression, les campagnes de dénigrement systématiques, les manifestations se poursuivent et des convergences se font jour entre la CGT et les gilets jaunes.

Le "grand débat", la grande supercherie

Une humoriste a résumé de la meilleure façon la nature des objectifs cachés du président dans ce « grand débat », c'est Anne Roumanoff : «

**Le grand débat national, je pensais que c'était
60 millions de français qui donnaient leur avis
pendant plusieurs jours, en fait, c'est
Emmanuel Macron qui donne son avis à 60
millions de Français pendant plusieurs heures.**

»

L'après « grand débat » difficile à gérer

C'est le Premier ministre qui a pris les devants à propos de la réception des conclusions du Grand débat, Édouard Philippe a déclaré "le risque déceptif est important".

Déceptif ?

Issu de l'anglais deceptive, signifie en réalité « qui cherche à tromper », Philippe devait l'ignorer mais il est en fait très approprié...

Mais le débat ne trompe pas grand monde.

Reste le mépris des revendications et la répression

La puissance des manifestations de protestations des retraités contre la hausse de la CSG ne semblait pas avoir ébranlé l'assurance du président et de son gouvernement.

Les retraités ne sont même pas évoqués dans les thèmes du « grand débat ».

Pas question de revenir sur la suppression de l'ISF, ni de céder aux demandes d'augmentation de pouvoir d'achat émanant aussi bien des gilets jaunes que des salariés dans les entreprises.

La répression comme seule réponse ?

C'est pour l'instant le cas, avec une insensibilité peu commune aux blessures graves infligées aux manifestants et le rejet de l'interpellation de l'ONU sur les violences policières.

"Ne parlez pas de «répression» ou de «violences policières», ces mots sont inacceptables dans un état de droit", déclare Emmanuel Macron.

La mobilisation la plus large

En grande difficulté face à la colère qui grandit dans le pays, le pouvoir pourrait être tenté de choisir l'option autoritaire.

La défense des libertés et de la démocratie devraient alors élargir le mouvement de revendications qui gagne le pays.

Les gilets jaunes le 16 mars, les journées d'action des 19 mars à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, UNEF, UNL, UNL-SD et du 11 avril à l'appel des 9 organisations de retraité-e-s seront également une réponse à la tentation autoritaire d'Emmanuel Macron et de son gouvernement.

Pascal Santoni